



FRONT CONTRE FRONT

À quelques jours du premier tour des législatives, la clarification est quasi achevée. L'effondrement du camp présidentiel ne laisse plus que deux camps en capacité de remporter une majorité absolue ou relative : le Rassemblement National contre le Nouveau Front Populaire. A chacun·e de se positionner maintenant, pour des passions tristes que sont le racisme et le ressentiment, ou l'espoir d'améliorer la situation du peuple.

À celles et ceux qui pensent qu'une politique de gauche est impossible pour telle ou telle raison (marchés financiers, carcan européen), rappelons juste qu'il existe une marge de 200 milliards d'€ par an dans le budget de l'État français. Soit l'ensemble des aides, subventions, allègements de cotisations offertes aux entreprises, ce qui constitue la « politique

de l'offre ». Cette politique menée depuis 20 ans a montré son inefficacité socio-économique : hausse de la pauvreté, dégradation du marché de l'emploi (nombre et sur-

tout qualité) et destruction des services publics !

Le programme du [Nouveau Front populaire](#) indique une direction de politique économique claire : prendre le chemin d'une prospérité partagée et soutenable grâce au renforcement de la politique sociale et à l'investissement public et privé. Redonner à notre pays des perspectives à long terme implique de lever de nouvelles recettes pour rétablir les finances et reconstruire les services publics.

La justice fiscale est ainsi au cœur de ce projet, comme levier indispensable pour garantir une éducation de qualité, un système de santé efficace et un développement productif respectueux des équilibres écologiques.

CHRONIQUE D'UN DÉSASTRE ANNONCÉ

Le désastre sur le front de l'emploi est bien visible depuis la parution des mouvements locaux. Rares sont les services à l'équilibre !

Un bref tour des services fait ressortir aussi de violents contrastes sur la couverture des emplois. Un SIP nantais va sans doute battre un record avec 7 emplois vacants ! Et même la catégorie A voit des rééquilibrages au détriment de certains services : les SIE nantais ont deux A non remplacés, une brigade

perd un vérificateur...

Nous n'avons pas encore la situation officielle des emplois, service par service, mais gageons que les 92 ETP (équivalent temps plein) qui manquaient au 01/09/2023 vont être allègrement dépassés.

ATTRACTIVITÉ NON CONTRACTUELLE

Ce déficit en emploi a plusieurs causes.

La politique de casse de l'emploi depuis une décennie a empêché une politique de recrutement cohérente. Chaque année, les fameux gains de productivité liés à la « modernisation » des outils et du réseau se sont toujours traduits par des baisses d'emplois et des recrutements insuffisants. Eh oui, soucieux de répondre à une commande politique allant toujours dans le même sens, la pyramide des âges des agent·e·s en place a été ignorée.

Aujourd'hui, dans la panique, la DGFIP tente de colmater les brèches, faisant apparaître de nouveaux problèmes : les écoles sont au maximum de leurs capacités pour accueillir les stagiaires et nous avons un renoncement massif du bénéfice du concours ! Nous serions ainsi à 25 % de renoncement au concours C cette année !! Ce qui est plus que confirmé par les chiffres de la Drfip44 : 50 C stagiaires prépositionné·e·s, 29 affecté·e·s. Et ce n'est pas fini, car chaque année, d'autres stagiaires C renoncent à venir faute de pouvoir se loger sur l'agglomération nantaise.

Plutôt que de nous tartiner avec l'attractivité de la DGFIP, il serait donc bien de commencer justement par enquêter sur les raisons de cette déperdition : logement, rémunération, mobilité ?

45

Conséquences de cette situation, la DRFIP 44 a le feu vert pour recruter 45 contractuel·les C et B ! Nombre démentiel qui va donner beaucoup de boulot aux RH.

Il va falloir aussi trouver le temps et l'envie de former ces arrivant·e·s qui ne resteront peut-être pas. Ce n'est pas la direction qui prendra en charge leur formation théorique et pratique à 100 % mais bien les collègues déjà en poste. De plus, quand on est "nommé·e tuteur/trice", il n'y a aucune reconnaissance, pas de réduction de charge de travail, ni de compensation financière. Donc beaucoup d'investissement personnel de « sachant.es » devenu·e·s rares et débordé·e·s, uniquement pour la gloire... de la DRFIP, et sans garantie que cela serve sur la durée. L'année à venir s'annonce encore plus difficile pour tout le monde.

